

CONFLIT SOCIAL

Quel gâchis !

David Wagner

La menace de grève des instituteurs ne représente pas seulement l'échec d'un dialogue. C'est aussi le fruit d'une réforme scolaire mal menée, inconséquente et injuste.

Les grèves sont rares au Luxembourg. Il n'empêche que ce pays risque de s'en payer une prochainement, lorsqu'il se repeuplera en septembre. Car les instituteurs sont en colère et cela depuis des mois. Les négociations entre les deux syndicats d'enseignants et le gouvernement ont échoué. Ni le conciliateur, ni le médiateur n'ont réussi à rapprocher les deux parties. La balle est désormais dans le camp du premier ministre, qui devra trancher.

Oui, il faut réformer la manière d'enseigner dans nos écoles. Le modèle actuel, archaïque, ne fonctionne pas et est à la source de bon nombre d'inégalités sociales. Par conséquent, il faut réformer la tâche des enseignant-e-s. Il s'agit de missions qu'ils et elles remplissent déjà souvent de facto. Il est alors sain de codifier ces missions. Cela a des répercussions sur leur formation (plus de responsabilités, plus d'études) et il est donc normal de revoir (à la hausse) leurs rémunérations. Finalement, puisqu'ils sont fonctionnaires, il faut également revoir leur échelonnement dans la fonction publique.

Il n'est pas toujours évident, vu de l'extérieur, de déchiffrer le système complexe des hiérarchies au sein de la fonction publique. Mais il faut se rendre à l'évidence, étant donné sa rigidité, qu'il génère nombre d'incohérences. Les instituteurs en ont été les premières victimes : pas assez d'années d'études supérieures (quatre) pour monter dans la « carrière supérieure », mais trop (trois) pour se retrouver dans la « carrière moyenne », ouverte aux détenteurs du bac. Finalement, c'est dans cette dernière qu'ils ont été injustement relégués.

Les enseignants ne sont pas tous rétifs à une refonte de leur tâche. Beaucoup y voient même une nécessité. Mais la grande erreur du gouvernement est de vouloir

profiter de cette refonte pour procéder à des économies sur le dos d'une corporation. Cela ne peut évidemment pas passer. Et d'insinuer, au passage, qu'ils n'auraient jusqu'à présent pas travaillé énormément. Cela est une provocation.

Les syndicats revendiquent une reconnaissance adéquate de leur travail et de bonnes conditions dans lesquelles ils peuvent l'exercer. Reste à savoir si ces bonnes conditions doivent se traduire par une prime supplémentaire. C'est toute la perversité de la logique de la fonction publique (mais également du privé) : travailler mieux, ce serait gagner plus. Alors qu'il conviendrait de travailler autrement, tout en gagnant dignement sa vie. Un gouvernement réellement progressiste aurait collaboré avec les enseignants, en élaborant avec eux une nouvelle façon de travailler qui conviendrait au plus grand nombre. La question des salaires aurait été mise au second plan ou intégrée à une profonde réforme globale des salaires, publics et privés confondus, dans le sens d'une plus grande égalité et justice, en évitant un nivellement par le bas.

Le problème, c'est qu'une réforme partielle de l'enseignement ne peut pas porter ses fruits. C'est l'ensemble du système (du primaire au secondaire) qu'il aurait fallu remettre à plat. Des méthodes pédagogiques, jusqu'aux droits et devoirs des acteurs de l'école, en passant par les rythmes scolaires. En incluant tout le monde dans les discussions, quitte à ce qu'elles durent longtemps et que finalement les réformes ne satisfassent pas l'ensemble des participants. Pour l'instant, elles ne satisfont quasiment personne.



NEWS

NEWS

Sans-papiers: La saison de chasse est ouverte p. 3

Soziales: Gewalt in der Familie S. 3

Bommeleeër: Außer Spesen ... S. 4

Attac-Sommeruni in Saarbrücken: Ein anderes

Europa für eine andere Welt S. 5

REGARDS

Réceptions politiques: Homard pâle et poivre vert p. 6

Photographie: Capter le social p. 8

Biokäse: Fortschreitende Reife S. 9

Belgien: Hart am Rand S. 12

(Coverbild : Renée Wagener)